

## Émilie MARCOVICI

Maître de conférences en droit public  
Université Jean Moulin, Lyon 3  
emilie.marcovici@univ-lyon3.fr



### **FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES- UNIVERSITE TOULOUSE 1**

---

- 2011 : -Qualification aux fonctions de Maître de conférences - Droit public
- 2010-2011 : -Certificat d'aptitude à la profession d'avocat..... *École des avocats du Sud-Ouest Pyrénées*
- 2003-2009 : -Doctorat en Droit public..... *Mention Très honorable avec les félicitations du jury*
- 2004-2005 : -Diplôme de l'Académie Internationale de Droit Constitutionnel ..... (Tunis)  
-Certificat d'études judiciaires
- 2003-2004 : -DEA de Science politique ..... *Mention Bien*
- 2002-2003 : -DEA de Droit public fondamental..... *Mention Bien*  
-Maîtrise de Science politique  
-Lauréate de la Faculté de droit (Méthode de la Science politique) .....
- 2001-2002 : -Maîtrise de Droit public ..... *Mention Bien*  
-Diplôme de l'Institut des Études Juridiques d'Urbanisme et Construction ..... *Mention A. Bien*  
-Diplôme d'Université en Langue de Spécialité, Anglais ..... *Mention Bien*  
-Lauréate de la Faculté de droit (Droit administratif) .....
- 1998-2001 : -Licence en Droit ..... *Mention A. Bien (1<sup>ère</sup> A)*

### **ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES ET EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE**

---

#### **1 - Activités pédagogiques**

##### **■ Activités d'enseignement**

Depuis septembre 2012 : **Maître de conférences à l'Université Jean Moulin, Lyon 3**

Enseignements dispensés depuis 2012 :

##### **-Droit constitutionnel**

- Droit constitutionnel, Cours magistral, Licence en Droit, 1<sup>ère</sup> année, Semestre 1
- Droit constitutionnel, Cours magistral, Licence en Droit, 1<sup>ère</sup> année, Semestre 2
- Droits constitutionnels étrangers, Cours magistral, Licence en Droit, 2<sup>ème</sup> année
- Question prioritaire de constitutionnalité, Séminaire, Master 1 de Droit public des affaires, IDEA

##### **-Droit administratif**

- Institutions administratives, Cours magistral, Licence en Droit, 1<sup>ère</sup> année
- Contentieux administratif, Cours magistral, BUT Carrières juridiques, 2<sup>e</sup> année.
- Droit de la fonction publique, Cours magistral, Licence en Droit, 3<sup>ème</sup> année

- Droit des collectivités territoriales, Cours magistral, Licence en Droit, 3<sup>ème</sup> année
- Droit de l'intercommunalité, Cours magistral, Master 1 (cours mutualisé : Masters 1 de Droit public fondamental, Gouvernance des risques environnementaux, Droit de l'Environnement, Carrières publiques, Droit des contrats publics)
- Droit de la responsabilité administrative, Cours magistral, Master 1 (cours mutualisé : Masters 1 de Droit public fondamental, Gouvernance des risques environnementaux, Droit de l'Environnement, Carrières publiques, Droit des contrats publics)
- Administration publique, Cours magistral, Master 1 (Sécurité intérieure – Mention Droit pénal et sciences criminelles)

Depuis 2022 : Enseignements à l'Université Lyon 2

-Formation des enseignants en université

- 2023, 2024 : Le régime disciplinaire des enseignants en université
- 2022 : Les droits et obligations des enseignants-chercheurs

- 2012 (1<sup>er</sup> s) : Chargée d'enseignement (contrat LRU) à l'Université de Bretagne Sud
- 2010-2011 : Chargée d'enseignement à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne
- 2008-2009 : Chargée de cours au Centre Régional de Formation et de Perfectionnement aux Fonctions de Direction, Toulouse
- 2006-2008 : ATER à l'Université Toulouse 1
- 2003-2006 : Chargée d'enseignement à l'Université Toulouse 1

■ Autres activités pédagogiques

- Depuis 2016 : Enseignante-référent auprès des étudiants en Licence– Plan « réussite Licence »
- Depuis 2017 : Maître de stage d'étudiants en Licence

**2 - Activités professionnelles (Hors enseignement)**

- 2010-2011 : Conseil d'État : agent contractuel à la Section du rapport et des études, sous la responsabilité de M. O. Schrameck  
Participation à l'élaboration des considérations générales de 2011, « Consulter autrement, participer effectivement »

**ACTIVITES DE RECHERCHE**

---

**1 - Principales publications**

**a-Travaux en droit administratif**

■ Ouvrage :

- « Les métropoles en France », LGDJ, décembre 2019. Préface de M. le Professeur M. Bouvier.

■ Articles :

→Droit de la décentralisation

- 1- « La métropole : véritable projet de territoire ou objet mercatique ? », in SAUNIER S. (dir.), *Métropolisation et grands ensembles urbains*, L'Harmattan, 2023, pp. 121-134.
- 2- « Les métropoles peuvent-elles se différencier des autres intercommunalités concernant la santé ? », in EDDAZY F., DOURNEL S., ALLORANT P., GUERIT F. (dir.), *Intercommunalité et santé. Un nouvel acteur de la santé publique ?*, Mare et Martin, 2023, pp. 355-368.
- 3- « La loi du 2 mars 1982 ou l'impasse sur l'intercommunalité », in *40 ans de décentralisation : une mise en perspective*, Droit et gestion des collectivités territoriales, Le Moniteur, 2022, pp. 63-70.

- 4- « La numérisation de l'action publique locale : chance ou risque pour les collectivités territoriales ? », in DOUCY M., DREYFUS M., NOUPADIA M. (dir.), *Changements démocratiques et électroniques dans l'action publique locale en Europe : REvolution ou E-volution ?*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, pp. 657-676.
- 5- « Les métropoles face à la crise sanitaire »; in *L'administration locale face à la crise sanitaire*, Droit et gestion des collectivités territoriales, Le Moniteur, 2021, pp. 81-91.
- 6- « Les liens entre tourisme et développement économique dans la métropole de Toulon Provence Méditerranée ? », in DONIER V. (dir.), *Tourisme et métropoles en PACA : compétences et enjeux*, L'Harmattan, 2019, pp. 145-164.
- 7- « L'articulation des compétences de la métropole de Lyon avec celles des communes », in CHABROT C. (dir.), *La métropole de Lyon – De la singularité à la modélisation*, L'Harmattan, 2019, pp. 185-200.
- 8- « Acte 3 de la décentralisation : vers un couple métropole-région « à la française » ? », in MALIKOVA L., DELANEUVILLE F., GIBA M., GUERARD S. (dir.), *Métropolisation, régionalisation et intercommunalité rurale. Quel impact sur les autorités locales, régionales et centrales en Europe ?*, Institut Varenne, Collection Kultura, 2018, pp. 847-864.
- 9- « Les liens entre les grandes régions et les métropoles modernisées : la difficile recherche d'un équilibre », in *Les grandes régions*, Droit et gestion des collectivités territoriales, Le Moniteur, 2018, pp. 203-211.
- 10- « Les métropoles, entre "alliance" et "absorption" des territoires », *Pouvoirs locaux*, "Collectivités territoriales : quels jeux d'alliance ?", n°111, 12/2017.
- 11- « La métropole, une synthèse juridique des phénomènes urbains ? Point de vue juridique », in *Aux confluences de la ville - Approche interdisciplinaire de la ville en droit public*, Association des Doctorants en Droit Public de Lyon (ADPL), Édition Université Jean Moulin Lyon 3, 2016, pp. 95-112.
- 12- « Les relations des métropoles avec leur environnement institutionnel », in STECKEL-ASSOUERE M.-C. (dir.), *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, L'Harmattan, 2016, pp. 143-159.
- 13- « La représentation au sein des métropoles : entre disparités et paradoxes », in BRISSON J.-F. (dir.), *L'assemblée délibérante, avenir de la démocratie locale ?*, L'Harmattan, 2016, pp. 67-86.
- 14- « Acte 3 de la décentralisation - La simplification et la démocratisation annoncées seront-elles au rendez-vous ? », *JCP A*, 16 novembre 2015, n°46, p. 18.
- 15- « De la métropole de 2010 aux métropoles de 2014 », *AJDA*, n°8, 2014, pp. 435-443.

#### →Droit de la fonction publique

- 16- « Droit disciplinaire des enseignants-chercheurs : le difficile équilibre entre l'indépendance des enseignants-chercheurs et la protection des valeurs de l'université », *AJFP*, 2024, n°6, pp. 330-334.
- 17- « Quel bilan d'« Action publique 2022 » pour le droit de la fonction publique ? », *RFDA*, n°2, 2023, pp. 361-368.
- 18- « Quelle place pour l'enseignant-chercheur en situation de handicap au sein des universités ? », *AJFP*, n°3, mai-juin 2022, pp. 138-145.
- 19- « L'épidémie de Covid-19, une crise sanitaire symptomatique de la crise de la fonction publique », *Droit Administratif*, n°11, novembre 2020, étude 15, pp. 23-31.
- 20- « Quel bilan de la modernisation de l'action publique en matière de gestion des personnels publics ? Entre optimisation et incohérences », *Droit administratif*, n°7, juillet 2018, pp. 16-22.
- 21- « De la nécessité de renforcer et d'adapter le cadre déontologique de la fonction publique », in *Déontologie et droit public*, L.G.D.J, juin 2014, pp. 83-99.
- 22- « Les insuffisances de la répression du harcèlement sexuel dans la fonction publique », *AJFP*, novembre-décembre 2011, n°6, pp. 338-344.
- 23- « Les spécificités de la répression du harcèlement sexuel dans la fonction publique », *AJFP*, juillet-août 2011, n°4, pp. 212-218.

#### →Réforme de l'État

- 24-« Les préfets en outre-mer à l'heure d'Action publique 2022: entre assimilation et adaptation », in MAURICE E. (dir.), *Préfets et préfètes aux outre-mer depuis 1947*, La Documentation française, 2023, pp. 187-200.
- 25-« Action publique 2022 et l'État digital : la numérisation, chance ou risque pour l'action publique ? », in BELLI L., GUGLIELMI G.J. (dir.), *L'Etat digital - Numérisation de l'administration publique et administration publique du numérique*, Berger Levrault, 2022, pp. 657-675.

- 26- « Les nouveaux territoires de l'action de l'État, facteur de complexité administrative », in *Les territoires de l'État*, Droit et gestion des collectivités territoriales, Le Moniteur, 2017, pp. 237-245.
- 27- « La simplification de l'administration territoriale de l'État par la Modernisation de l'Action Publique : entre hésitations et complexité », *RFDA*, n°5, 2016, pp. 971-977.
- 28- « L'acte 5 de la déconcentration ou la nécessaire métropolisation de l'action de l'État dans les territoires », *JCP A*, 26 janvier 2015, n°4, pp. 42-49.

→ Divers

- 29- « L'association au sein de l'administration », in MEURANT C., ROUX C. (dir.), *Associations et droit public*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. "Colloques et essais", 2024, pp. 201-215.
- 30- « Les outils de prévention des conflits d'intérêts des juges », in LEMAIRE E., SAISON J., UNTERMAIER-KERLEO E. (dir.), *La déontologie des juges. État des lieux et perspectives d'avenir*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. "Colloques et essais", 2021, pp. 225-239.
- 31- « André de Laubadère, théoricien du droit des contrats administratifs », *RFDA*, n°6, 2010, pp. 1240-1248.

■ Commentaires de jurisprudence

- 1- « Les cours de master distingués des travaux dirigés - TA Lyon, 9 mars 2016, n°1300643, V. Le Bihan et a. », *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Lexis Nexis, 2021, p. 153.
- 2- « Carte de mobilité "mention stationnement" et présomption de renouvellement – TA Clermont-Ferrand, n°2001060, 21 décembre 2020 », *Rev. Jurisp. ALYODA*, n°2, 2021.
- 3- « Retenue sur traitement en cas d'inexécution de ses obligations de service, matériellement constatée par l'administration - TA Clermont-Ferrand, n°1801122, 19 décembre 2019 », *Rev. jurisp. ALYODA*, n°1, 2021.

**b- Travaux en droit constitutionnel**

■ Ouvrages :

- Le juge constitutionnel et les révisions constitutionnelles, Thèse, 2009.
- La gauche et la VI<sup>e</sup> République, L'Harmattan, Collection Logiques juridiques, mai 2005, 250 pages.

■ Articles :

- 1- « Les couronnements en Grande-Bretagne : histoire de la célébration d'un pacte entre le monarque et le peuple sous le regard de Dieu », *RFDC*, n°139, septembre 2024, pp. 609-633.
- 2- « Réflexions sur la notion d'abdication en droit britannique : acte de fuite ou de sacrifice au profit de la monarchie ? », *RDP*, n°6, 2022, pp. 1755-1775.
- 3- « La Constitution de 1958 : cadre adapté ou frein à la consécration de l'acte 3 de la décentralisation ? », in *Actes du 10<sup>e</sup> Congrès de l'Association française de droit constitutionnel*, juin 2017, <https://afdcdroitconstitut.wixsite.com/ateliers/atelier-a>
- 4- « Israël, la place de la religion dans un " État ni laïc, ni religieux " », *Constitutions*, n°2, avril-juin 2010, p. 257.
- 5- « Le rapport Balladur et la réforme des procédures de révision constitutionnelle », *Annales de l'Université Toulouse 1*, PUSST, L II 2010-2011.
- 6- « 60 ans après : Israël doit-il toujours se doter d'une Constitution ? », *RDP*, n°1, 2009, pp. 125-150.
- 7- « À propos de la décision du Conseil constitutionnel relative au Traité de Lisbonne. Réflexion sur la procédure de l'article 54 de la Constitution », *Politéia*, n°13, « Constitution et Traité de Lisbonne », printemps 2009, pp. 39-61.
- 8- « À l'occasion des anniversaires de la Constitution française et de la création d'Israël : Réflexions sur les titulaires du pouvoir constituant », Actes du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel (AFDC), 2008, [www.droitconstitutionnel.org](http://www.droitconstitutionnel.org).
- 9- « Jurisprudences et révision constitutionnelle : l'exemple de 2007 », *RDP*, n°5, 2007, pp. 1237-1261.
- 10- « 1907-2007 : La République de Pierre Mendès-France, modernité ou anachronisme ? », *Politéia*, n°11, « La campagne présidentielle de 2007 : quels débats constitutionnels ? », juin 2007, Chroniques constitutionnelles, pp. 261-274.

- 11- « Les élections de 2007 ou la consécration d'une V<sup>e</sup> République présidentiale », in *Les élections présidentielles et législatives de 2007*, CERCP, PUSST, 2007, pp. 235-266.
- 12- « La VI<sup>e</sup> République : projet politique ou objet mercatique pour la gauche ? », in *Demain, la Sixième République ?*, LGDJ, IFR - Actes de colloques n°4, 2007, pp. 237-266.
- 13- « La gauche et la VI<sup>e</sup> République en France – Quelles perspectives pour le débat institutionnel, suite au rejet de la Constitution européenne ? », *Revue Tunisienne de Droit*, 2005, pp. 175-197.

## 2- Interventions dans des colloques

- 1- « La complexité du mode décisionnel métropolitain », Colloque *La Métropole de Lyon : 10 ans déjà - Bilan et perspectives*, Université Lyon 2, 23 et 24 janvier 2025.
- 2- « L'association au sein de l'administration », Colloque *Associations et droit public*, organisé par l'Equipe de droit public de Lyon, Université Lyon 3, 11 et 12 janvier 2024.
- 3- « La carrière de l'enseignant-chercheur en situation de handicap au sein des universités », Table ronde, *Enseigner avec un handicap*, Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH), Université de Lorraine, Nancy, 21 novembre 2023.
- 4- « Les métropoles peuvent-elles se différencier des autres intercommunalités concernant la santé ? », Colloque « *Communautés, Métropoles et Santé* » Vers un renouvellement des acteurs et politiques publiques locales en santé ?, Université d'Orléans, 9 et 10 novembre 2022.
- 5- « La place des enseignants-chercheurs en situation de handicap au sein des universités », Journée d'étude, *Discriminations dans l'enseignement supérieur: du constat à l'action* organisée par le Défenseur des droits, Paris, 20 octobre 2022.
- 6- « L'intelligence artificielle et l'action publique », *Nuit du droit*, Palais des juridictions administratives, Lyon, 4 octobre 2022.
- 7- « La réponse institutionnelle au phénomène de métropolisation : véritable projet de territoire ou objet mercatique ? », *Métropolisation et grands ensembles urbains*, Colloque de l'Association française de droit des collectivités locales, Université Toulouse 1, 2 et 3 décembre 2021.
- 8- « Les préfets en outre-mer à l'heure d'Action publique 2022 : entre assimilation et adaptation », *Les préfets en outre-mer depuis 1946*, Colloque organisé par le Comité pour l'histoire préfectorale de l'Institut des hautes études du Ministère de l'Intérieur, Université de Picardie Jules Verne (CURAPP-ESS), Université d'Amiens, 14 et 15 octobre 2021.
- 9- « AP 2022 et l'État digital : la numérisation, chance ou risque pour l'action publique ? », *L'État digital*, Colloque organisé par le Centre de droit public comparé (Université Paris 2, Panthéon-Assas) et le Centre de technologie et société de l'École de droit de la Fondation Getulio Vargas de Rio de Janeiro, Visio-conférence, 22 au 25 mars 2021.
- 10- « L'État managérial digital : chance ou risque pour l'action publique ? », *Innovations managériales et transformation de l'action publique*, Rencontre scientifique internationale, Centre Interdisciplinaire de Recherche en Performance et Compétitivité, (Université Mohammed V de Rabat) et Laboratoire de Recherche en Management -LAREQUOI (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), Visio-conférence, 8 décembre 2020.
- 11- « Tourisme et développement économique : quelles interactions ? », Colloque, *Tourisme et métropoles en PACA : compétences et enjeux*, Université de Toulon, 6 décembre 2018.
- 12- « L'articulation des compétences entre la métropole de Lyon et ses communes », Colloque, *La métropole de Lyon : de la singularité à la modélisation ?*, Université Lyon 2, 29 et 30 mars 2018.
- 13- « La gouvernance des zones situées hors métropoles : les oubliées de l'acte 3 de la décentralisation ? », Colloque international, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Rennes (Université Rennes 2), Chaire Territoires et Mutations de l'Action Publique (Sciences Po-Rennes), *Quelles centralités hors des métropoles ? La trajectoire des petites villes européennes comme enjeu d'équité territoriale*, Lamballe, 22-23 mars 2018.
- 14- « Les métropoles entre « alliances » et « absorptions » des territoires : quelle place pour les collectivités en territoire métropolitain ? », Journée scientifique, *L'« alliance des territoires »: Usages de la notion et perspectives scientifiques*, organisée par la chaire Territoires et mutations de l'action publique et le Pôle métropolitain Loire-Bretagne, IEP de Rennes, 19 octobre 2017.
- 15- « La Constitution de 1958 : cadre adapté ou frein à la consécration de l'acte 3 de la décentralisation ? », 10<sup>e</sup> Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Université de Lille, 22, 23 et 24 juin 2017.
- 16- « Les nouvelles "super-régions françaises", facteur de complexité de l'action de l'État au niveau

régional », Septième congrès triennal de l'ABSP (Association belge de science politique), *L'État face à ses transformations*, Université de Mons, 3 et 4 avril 2017.

17- « Acte 3 de la décentralisation : vers un couple métropole-région « à la française » ? », Colloque OLA (*Observatory on Local Administration*), CCRE (Conseil des communes et des régions d'Europe), *L'impact de la régionalisation, de l'intercommunalité, et de la métropolisation sur les autorités locales, régionales et centrales en Europe*, Université Comenius, Bratislava, 30 juin – 2 juillet 2016.

18- « La métropole, une synthèse juridique des phénomènes urbains ? Point de vue juridique », Colloque des doctorants de l'Équipe de droit public de Lyon, *Aux confluences de la ville*, Université Lyon 3, 7 avril 2016.

19- « La simplification de l'administration territoriale de l'État par la MAP : entre hésitations et complexité », Symposium, École nationale d'administration, *La simplification des formes et modalités de l'action publique*, ENA, Strasbourg, 10 et 11 décembre 2015.

20- « Les relations des métropoles avec leur environnement institutionnel », Colloque GRALE / CNRS / OMIJ / AdCF, *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, Université de Limoges, 4 et 5 décembre 2015.

21- « L'acte 3 de la décentralisation : enjeux et perspectives », 4ème colloque AIRMAP (Association Internationale de Recherche en Management Public), *Les nouveaux territoires du management public*, Université Lyon 3 – IAE Lyon, 28 et 29 mai 2015.

22- « La représentation au sein des métropoles : entre disparités et paradoxes », Congrès de l'Association française du droit des collectivités locales, *L'assemblée délibérante, avenir de la démocratie locale ?*, Université de Bordeaux IV, 20 et 21 novembre 2014.

23- « André de Laubadère, théoricien du droit des contrats administratifs », 2<sup>e</sup> Printemps de la jeune recherche, AFDA (Association Française pour la recherche en Droit Administratif), Université de Bordeaux IV, 4-9 juin 2010.

24- « À l'occasion des anniversaires de la Constitution française et de la création d'Israël : Réflexions sur les titulaires du pouvoir constituant », VII<sup>e</sup> Congrès de l'AFDC (Association Française de Droit Constitutionnel), Paris, 25-27 septembre 2008.

25- « Le rapport Balladur et la réforme des procédures de révision constitutionnelle », Journée d'études, *Réflexions autour des propositions du Comité Balladur*, Université Toulouse 1, 5 mai 2008.

26- « Les élections de 2007 ou la consécration d'une V<sup>e</sup> République présidentiale », Journée d'études, *Les élections présidentielles et législatives de 2007*, Université Toulouse 1, 27 juin 2007.

27- « La VI<sup>e</sup> République : projet politique ou objet mercatique pour la gauche ? », Colloque, *Demain, la Sixième République ?*, Université Toulouse 1, 6 et 7 avril 2006.

### 3 - Activités collectives

#### ▪ Equipes de recherche

-Membre de l'Équipe de droit public de Lyon (EDPL), Université Jean Moulin - Lyon 3 - EA 666.

-Membre du Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE), Commission "Organisation(s) territoriale(s)"

-Membre de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC).

-Membre de l'Association française de droit administratif (AFDA).

-Membre de l'Association française de droit des collectivités locales (AFDCL).

-Membre de l'Association française du droit de la fonction publique (AFDFP)

#### ▪ Participation à un rapport

-Université de Toulon, Projet de recherche ATMETRO, *L'attractivité de l'espace métropolitain toulonnais : impact économique et compétences de la future métropole*, juin 2019.

## AUTRES ACTIVITES

---

#### ▪ Responsabilités administratives :

-2023 : Membre nommé du Conseil national des universités, Section 02.

- 1999-2003 : Membre du conseil de la faculté de droit de l'Université Toulouse 1
- 2002-2006 : Membre du conseil d'administration de l'Université Toulouse 1
- 2002-2006 : Membre de la commission disciplinaire de l'Université Toulouse 1

▪ Participation à des jurys :

- Mai 2024 : Membre d'un comité de sélection à l'université de Reims pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public.
- Juin 2022 : Membre du jury du prix de thèse du Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE)
- Avril 2017 : Membre d'un comité de sélection à l'université Lyon 3 pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public.
- Octobre 2016 : Membre du jury du concours d'entrée à l'École d'avocats Rhône Alpes

- Participation à des comités de thèse de l'Université Lyon 3
  - Relecture de notes pour la revue ALYODA
  - Référent de la clinique juridique de l'université Lyon 3 en droit de la fonction publique
  - Missions auprès du Centre de gestion du Rhône
  - Interventions dans les médias
-